



LE POINT SUR...

LE GONOCOQUE EN FRANCE EN 1993 : données du Réseau RENAGO

C. LORENTE*, P. SEDNAOUI**, H. DESQUEYROUX*, J.-M. ALONSO**, V. GOULET* et les biologistes de RENAGO

Un Réseau national de surveillance des gonocoques (RENAGO) par les laboratoires d'analyses de biologie médicale (L.A.B.M.) a été mis en place en France en juin 1985, afin d'étudier l'évolution de la fréquence de la gonococcie et celle de la sensibilité des souches de *N. gonorrhoeae* aux antibiotiques.

MATÉRIEL ET MÉTHODE

En 1985, les biologistes ont été recrutés parmi ceux ayant suivi une formation sur le diagnostic des maladies sexuellement transmissibles (M.S.T.) à l'institut Alfred-Fournier (I.A.F.), Centre national de référence (C.N.R.) des M.S.T. La participation des biologistes repose sur le volontariat et consiste à envoyer chaque mois une fiche épidémiologique au Réseau national de Santé publique et à transmettre des souches de *N. gonorrhoeae* à l'I.A.F. En raison de la diminution importante du nombre de gonococcies diagnostiquées par les laboratoires qui ne permettait plus au C.N.R. d'étudier l'évolution de leur sensibilité aux antibiotiques, le réseau RENAGO a été élargi en 1993. Les nouveaux correspondants ont été recrutés dans le groupe de laboratoires tirés au sort en 1991 pour une enquête visant à estimer l'incidence des gonococcies en France [1]. 133 nouveaux laboratoires, ayant isolé au moins un gonocoque au cours de l'année 1991, ont été ainsi recrutés. En 1993, RENAGO compte 221 correspondants (84 % privés, 16 % hospitaliers). Le taux de réponses à l'enquête est de 95 % (nombre de fiches reçues/nombre de fiches attendues). Les laboratoires du réseau RENAGO représentent 5 % des L.A.B.M. effectuant des analyses microbiologiques en France, donc susceptibles d'identifier un gonocoque. Compte tenu du mode de recrutement de RENAGO, le nombre de souches de *N. gonorrhoeae* isolées doit être supérieur à 5 % de l'ensemble des souches isolées en France. Les laboratoires hospitaliers sont un peu plus représentés (7,3 %) que les laboratoires privés (4,9 %). À l'exception de la Corse où il n'y a pas de correspondant, les taux de représentativité (nombre de L.A.B.M. RENAGO/nombre total de L.A.B.M.) ne diffèrent pas significativement d'une région à l'autre.

Parmi les nouveaux correspondants, 5 laboratoires collaborant avec des dispensaires antivenériens (D.A.V.) ou des consultations spécialisées en M.S.T., ont été regroupés sous le qualificatif de laboratoires « spécialisés ». Le recrutement de RENAGO qui correspondait à des patients vus en grande majorité par des praticiens libéraux s'est donc modifié. Pour ne pas introduire de biais liés à ce changement de recrutement, l'analyse des paramètres épidémiologiques a été faite selon plusieurs sous-groupes : laboratoires appartenant à RENAGO avant 1993, nouveaux correspondants, laboratoires spécialisés. À l'exception de leur volume d'activité et de la spécialité du médecin prescripteur du prélèvement, aucune différence n'a été notée entre ces 3 groupes. L'analyse des critères épidémiologiques a donc porté sur l'ensemble des cas.

RÉSULTATS

A. Analyse épidémiologique

Activité des laboratoires

L'activité a été étudiée sur les 191 laboratoires qui ont participé de façon complète sur toute l'année 1993. Ils ont effectué 147 822 prélèvements génitaux : 91 % chez des femmes et 9 % chez des hommes. 87 % de ces prélèvements ont été étudiés par un L.A.B.M. privé, contre 13 % par un laboratoire hospitalier. Le nombre moyen de prélèvements par laboratoire en 1993 était de 1 245 (1 144 chez des femmes, 101 chez des hommes). Ces mêmes laboratoires ont diagnostiqué 332 gonococcies dont 80 % chez un homme et 20 % chez une femme. 84 % de ces cas ont été diagnostiqués par un L.A.B.M. privé et 16 % par un L.A.B.M. hospitalier. Parmi les 287 cas où les techniques d'identification sont connues, le diagnostic est obtenu par culture positive dans 88,5 % des cas, l'examen direct seul dans 11,2 % des cas et l'enzymologie seule dans moins de 1 % des cas. L'antibiogramme

et une recherche de β -lactamase ont été réalisés respectivement dans 83 et 81 % des cas. En 1993, le pourcentage de souches productrices de β -lactamase identifiées par les laboratoires de RENAGO sur 268 souches était de 19 %.

Évolution depuis 1986

Pour maintenir la comparabilité des résultats d'une année sur l'autre, les données des laboratoires recrutés depuis 1993 n'ont pas été prises en compte dans l'analyse de l'évolution. Sur cette période de 8 ans, la moyenne de participation des laboratoires actifs en 1993 est de 6,8 ans. Le nombre annuel de prélèvements génitaux chez la femme a fluctué de 1987 à 1993 autour d'une moyenne de 864 prélèvements/an/laboratoire. Chez l'homme, il a diminué régulièrement entre 1986 à 1991 (de 134 à 90 prélèvements/an/laboratoire) et est resté stationnaire depuis 1991. Les femmes ont fait l'objet de 10 fois plus de prélèvements génitaux que les hommes. De 1986 à 1993, le nombre de souches de gonocoques identifiées par laboratoire a constamment baissé aussi bien chez les hommes que chez les femmes (tab. I). Le sexe-ratio H/F des sujets ayant eu une gonococcie confirmée au laboratoire est égal à 3,6. On observe une augmentation saisonnière à la fin de l'été, tout particulièrement chez les hommes (fig. 1).

Caractéristiques des patients

Âge : il est connu dans 79 % des cas. Les hommes (âge médian : 30 ans) étaient plus âgés que les femmes (âge médian : 27 ans). Le groupe d'âge le plus touché, en particulier chez les hommes était celui des 25-29 ans. En 1992, une diminution de cas chez les jeunes de moins de 20 ans avait entraîné une augmentation de la proportion des patients plus âgés. Ce vieillissement de la population atteinte de gonococcie se maintient en 1993.

Symptomatologie clinique : le taux des formes symptomatiques était de 97 % chez les hommes et de 95 % chez les femmes. Ce taux élevé de formes symptomatiques chez la femme doit être lié au mode de recrutement via les laboratoires.

Site de prélèvement : les gonocoques ont été isolés principalement de l'urètre (96 % des cas) chez l'homme et du col utérin ou du vagin (87 % des cas) chez la femme. En 1990 et 1991, il avait été noté une augmentation du taux de gonocoques isolés de l'anus chez l'homme par rapport aux années antérieures. Alors qu'en 1992, aucun isolement anal n'avait été déclaré, quelques souches anales sont à nouveau signalées en 1993.

Médecins prescripteurs

Le médecin prescripteur le plus fréquemment cité était le généraliste pour les hommes (61 % des cas) et le gynécologue pour les femmes (44 %) 22 % des cas (28 % des femmes et 14 % des hommes) étaient vus dans un D.A.V.

Origine géographique de la contamination

Sur 140 réponses pour lesquelles le lieu de contamination est précisé, 16 (15 H, 1 F) correspondent à une contamination hors France métropolitaine. La zone géographique de la contamination a été citée pour 9 patients (Afrique : 6 dont 4 en Afrique du Nord, Asie : 2 et Europe du Nord 1). Le pourcentage des souches acquises à l'étranger a augmenté respectivement de 2 à 8 % entre 1986 et 1992. Cette augmentation s'est maintenue en 1993 (11 %) et ne semble pas liée à l'inclusion de nouveaux correspondants.

* Réseau national de santé publique.

** Centre national de référence des maladies sexuellement transmissibles (Institut Alfred-Fournier).

Nord [1]). Le pourcentage des souches acquises à l'étranger a augmenté respectivement de 2 à 8 % entre 1986 et 1992. Cette augmentation s'est maintenue en 1993 (11 %) et ne semble pas liée à l'inclusion de nouveaux correspondants.

B. Analyse microbiologique

La sensibilité des souches de *N. gonorrhoeae* aux antibiotiques a été analysée en tenant compte de la spécialisation des laboratoires. Les laboratoires qui ne traitaient pas de prélèvements en provenance de consultations spécialisées en M.S.T. ont été qualifiés de L.A.B.M. conventionnels. En 1993, 135 des 236 souches de *N. gonorrhoeae* adressées par les laboratoires du réseau RENAGO à l'I.A.F. ont pu être remises en culture et étudiées. 89 souches provenaient de L.A.B.M. conventionnels et 46 de L.A.B.M. spécialisés. Le C.N.R. a effectué sur toutes ces souches une identification biochimique avec un antibiogramme et recherche de β -lactamase, autotypage, détermination de la concentration minimale inhibitrice (C.M.I.) de 8 antibiotiques en utilisant la méthode de dilution en gélose chocolat : pénicilline, tétracycline, ciprofloxacine, ceftriaxone, spectinomycine, thiamphénicol, clarithromycine, azythromycine.

Pénicilline G : 49 (36,3 %) souches de *N. gonorrhoeae* sont sensibles à la pénicilline, 66 (48,9 %) ont une sensibilité diminuée (0,125 mg/l \leq C.M.I. \leq 1 mg/l) et 20 (14,8 %) sont résistantes (C.M.I. $>$ 1 mg/l) dont 16 productrices de β -lactamase (P.P.N.G.). Le lieu d'acquisition des souches P.P.N.G. est connu pour 7 cas, la France étant citée 5 fois. La proportion de souches P.P.N.G. analysées par les L.A.B.M. conventionnels, en constante progression de 1986 (2,5 %) à 1992 (18,8%) a diminué en 1993 (7,9 %) [p = 0,06] (fig. 2). Il se peut que l'abandon de l'utilisation des pénicillines dans le traitement des gonococcies non compliquées ait entraîné une diminution de la pression de sélection des souches résistantes par ces antibiotiques. Les souches isolées par les L.A.B.M. spécialisés sont plus résistantes à la pénicilline (C.M.I. 50 = 0,25 mg/l et C.M.I. 90 = 6,2 mg/l) que celles isolées par les L.A.B.M. conventionnels (C.M.I. 50 = 0,1 mg/l et C.M.I. 90 = 1,2 mg/l).

Tétracyclines : 90 souches de *N. gonorrhoeae* (66,7 %) sont très sensibles aux tétracyclines (C.M.I. \leq 1 mg/l), 35 souches (25,9 %) ayant acquis une résistance à bas niveau par mutation chromosomique sont moins sensibles (1 mg/l $<$ C.M.I. \leq 8 mg/l) et 10 souches (7,4 %) sont à haut niveau de résistance aux tétracyclines par l'acquisition d'un plasmide de résistance Tet M (C.M.I. \geq 16 mg/l). 3 de ces souches hébergent simultanément le plasmide de résistance aux tétracyclines ainsi que celui de la résistance à la pénicilline. Depuis 1986, le pourcentage de souches avec une sensibilité diminuée aux tétracyclines a augmenté régulièrement dans les L.A.B.M. conventionnels, passant de 3,6 à 23,6 % en 1993. Les souches résistantes sont apparues en France pour la première fois en 1989. Leur taux, resté stable aux alentours de 2 % jusqu'en 1992 et a atteint 4,5 % en 1993 (fig. 2).

Ciprofloxacine : Pour la première fois en 1993, plusieurs souches considérées comme résistantes *in vitro* ont été mises en évidence par RENAGO (3 avec une C.M.I. de 0,125 mg/l, 1 avec une C.M.I. de 0,250 mg/l). Elles proviennent toutes de L.A.B.M. conventionnels. Ces souches, également résistantes à l'ofloxacine, peuvent être considérées comme résistantes *in vitro* à toutes les fluoroquinolones.

Toutes les souches étaient sensibles à la **ceftriaxone** (C.M.I. 90 : 0,007 mg/l), à la **spectinomycine** (C.M.I. 90 : 28 mg/l), au **thiamphénicol** (C.M.I. 90 : 1,4 mg/l) et modérément sensibles à la **clarithromycine** (C.M.I. 90 : 2,7 mg/l) et à l'**azythromycine** (C.M.I. 90 : 1,6 mg/l).

CONCLUSION

La diminution drastique des gonococcies recensées de 1986 à 1992 a conduit à élargir le recrutement de RENAGO dont le nombre de correspondants a plus que doublé en 1993. Le champ d'action de RENAGO a été étendu à des populations à risque qui jusque-là n'étaient pas représentées dans ce réseau, grâce à l'inclusion de correspondants traitant des souches en provenance de dispensaires anti vénériens. Tout comme l'année 1989 avait été un tournant par l'apparition des premières souches de *N. gonorrhoeae* résistantes à la tétracycline, l'année 1993 marque une nouvelle étape par l'apparition en France des premières souches résistantes *in vitro* aux fluoroquinolones.

Depuis 1991, quelques souches avaient été isolées en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord. Cette résistance qui évoluait à bas bruit a augmenté récemment [2,3] et peut faire craindre une dissémination rapide en France, sachant que ces antibiotiques sont largement utilisés en pratique quotidienne et que le mécanisme de cette résistance par mutation chromosomique de l'ADNgyrase est peu réversible. Bien que le nombre de gonococcies diagnostiquées par les laboratoires soit toujours en diminution, l'émergence en France de cette nouvelle résistance ainsi que l'augmentation du taux de souches résistantes à la tétracycline montre que la gonococcie reste un problème important en santé publique par les choix thérapeutiques qu'elle risque de poser à l'avenir. Il est donc indispensable de maintenir un système de surveillance permettant d'étudier, en France, l'évolution de la sensibilité des souches de *N. gonorrhoeae*.

NB. - Un rapport détaillé de l'activité du réseau RENAGO est disponible au Réseau national de santé publique (tél. : 43 96 65 04).

RÉFÉRENCES

- [1] MEYER L., GOULET V., MASSARI V., LEPOUTRE-TOULEMON A. - Surveillance of sexually transmitted diseases in France: recent trends and incidence Genito-urin. - Med 1994, 70 : 15-21.
- [2] OHYE R., HIGA H., VOGT R. et coll. - Decreased susceptibility of *Neisseria gonorrhoeae* to fluoroquinolones - Ohio and Hawaii, 1992-1994. MMWR 1994; 43 : 325-27.
- [3] HARNETT N., BROWN S., RILEY G., TERRO R., KRISHNAN C. - Sensibilité réduite de *Neisseria gonorrhoeae* aux fluoroquinolones. - Ontario, 1992- 1994. RHC 1995; 21-3 : 19-21.

Tableau 1. - Évolution du nombre annuel de gonocoques identifiés/L.A.B.M. selon le sexe du patient (RENAGO 1986-1993)

Années	Total	Hommes	Femmes
1986	14,38	10,73	3,65
1987	7,53	5,34	2,19
1988	5,21	3,57	1,64
1989	3,58	2,84	0,74
1990	2,71	2,21	0,50
1991	2,76	2,22	0,54
1992	2,24	1,78	0,46
1993	1,68	1,25	0,35

Figure 1. - Évolution mensuelle du nombre de gonocoques identifiés/L.A.B.M. (RENAGO 1986-1993)

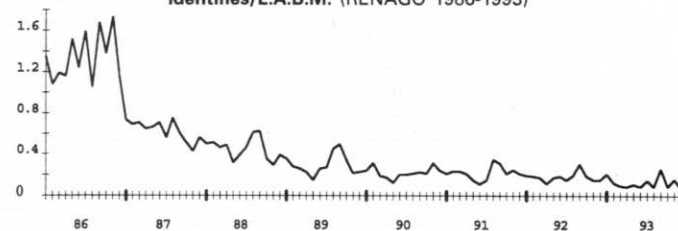
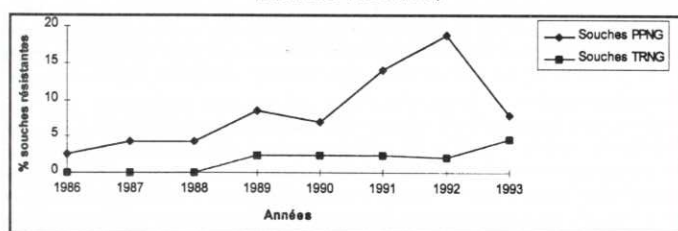


Figure 2. - Évolution du taux annuel de souches de *N. gonorrhoeae* ayant une résistance plasmidique à la pénicilline et aux tétracycline (RENAGO 1986-1993)



ENQUÊTE

L'INFECTION À V.I.H. DANS LES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

Analyse de l'enquête un jour donné tendance 1988-1994

BOURDILLON F.*, PARPILLON C. **, BONNEVIE M.-C.***, ROUSSEAU E.*

Compte tenu de la physionomie de l'épidémie V.I.H. en France, en particulier du nombre de toxicomanes infectés et de la part importante d'usagers de drogues qui sont incarcérés, les outils d'observation sur le V.I.H. initialement mis en place pour les hôpitaux ont été rapidement étendus aux prisons. L'administration pénitentiaire, en liaison avec la direction des hôpitaux, mène, depuis 1988, auprès des services médicaux de l'ensemble des établissements pénitentiaires une enquête effectuée « un jour donné ». Cette étude a pour objet d'apprécier la charge en soins des équipes soignantes. Il s'agit de mesurer « un jour donné » le nombre de personnes atteintes par le V.I.H. dont la séropositivité est connue par le personnel de santé. Le dépistage de l'infection par le V.I.H. a été réalisé soit pendant l'incarcé-

tion suite à une proposition de test après accord de l'intéressé, soit avant l'incarcération. Le détenu a alors informé l'équipe soignante de sa séropositivité.

Cette enquête n'est pas en tant que telle une étude de la prévalence de l'infection par le V.I.H. en milieu pénitentiaire, même si certains de ses résultats apportent des informations d'ordre épidémiologique.

* Direction des hôpitaux

** Direction de l'administration pénitentiaire et direction des hôpitaux

*** Direction de l'administration pénitentiaire

MÉTHODE

Chaque année depuis 1988, fin juin, un questionnaire est adressé aux services médicaux de l'ensemble des 183 établissements pénitentiaires français. Il leur est demandé de comptabiliser le nombre de patients connus par leur service le jour donné de l'enquête. 2 types d'informations sont recueillies : le stade de l'infection et la notion d'hospitalisation (hospitalisé ou non). S'agissant du stade de l'infection sont distingués les porteurs asymptomatiques auxquels sont associés ceux présentant un syndrome lymphadénopathique, les patients symptomatiques et ceux au stade sida. Reproduite chaque année à la même période, l'analyse évolutive des données est possible et permet d'avoir une image dynamique de la situation.

Cette enquête est strictement anonyme.

RÉSULTATS

La proportion de séropositifs connus a tendance à décroître

D'après l'enquête effectuée un jour donné en juin 1994, 1 620 détenus atteints par le V.I.H. étaient connus des services médicaux de l'administration pénitentiaire, soit 2,8 % de la population pénale. Ce pourcentage est en diminution par rapport à l'enquête 1993 et très inférieur aux 5,8 % de l'enquête 1990. Cette tendance est également observée chez les détenus porteurs d'une forme asymptomatique et ceux porteurs d'une forme symptomatique (cf. graph. et tabl.).

Les malades au stade sida dans les prisons augmentent légèrement.

Les malades au stade sida, qui nécessitent une prise en charge médicale plus importante, représentent 0,38 % de la population pénale (221 détenus présents le jour de l'enquête). Ils étaient 137 en 1990, soit 0,28 %. Le pourcentage de détenus malades du sida est donc en légère augmentation (cf. graph. et tabl.).

Les directions régionales d'Île-de-France et de PACA sont les plus concernées

En 1994, l'analyse par directions régionales [D.R.] (1) montre que ce sont celles de Paris et de Marseille qui présentent les taux de prévalence les plus élevés proche de 5 %. Viennent ensuite la D.R. de Bordeaux (2,3 %), de Toulouse (2 %), de Strasbourg (1,6 %), des DOM-TOM (1,6 %), de Rennes (1,5 %), de Lyon (1,4 %), de Lille (1 %), et de Dijon (0,9 %).

33 établissements accueillent en 1994 les trois-quarts des détenus atteints par le V.I.H. (établissements où étaient dénombrés un nombre supérieur ou égal à 10 patients un jour donné). Ils sont 9 à accueillir plus de la moitié des détenus atteints par le V.I.H. : maison d'arrêt (M.A.) de Fleury (19,5 %), centre pénitentiaire (C.P.) de Marseille (9,2 %), M.A. de Fresnes (7,4 %), M.A. des Hauts-de-Seine (3,4 %), de Paris [la Santé] (3,1%), de Tarascon (2,5 %), des Yvelines (2,5 %), d'Aix-Lyons (2 %) et le C.P. de Châteaudun (2 %).

Plus des trois-quarts des détenus atteints par le V.I.H. sont incarcérés en maison d'arrêt, 14 % sont détenus dans des établissements pour peines (maisons centrales et centres de détention). Enfin 8,2 % sont en centre pénitentiaire. Par rapport à l'année précédente, la tendance est à une augmentation des détenus atteints par le V.I.H. en maison d'arrêt, avec une diminution pour les centres pénitentiaires : le nombre de détenus atteints par le V.I.H. est stable dans les établissements pour peines.

Hospitalisations

Le jour de l'enquête 1994, parmi les 1 620 détenus atteints par le V.I.H., 56 étaient hospitalisés (3,5 %) : 36 au stade sida soit 16,2% des sidéens, 10 porteurs d'une forme asymptomatique (2,7 %) et 10 porteurs d'une forme symptomatique (1 %).

Discussion

Les détenus atteints par le V.I.H. observés dans cette enquête sont ceux connus des services médicaux de l'administration pénitentiaire. Il est vraisemblable qu'ils soient dans la réalité plus nombreux puisque certains ne déclarent pas leur séropositivité et que d'autres ne se font pas dépistés. Les taux de séropositivité connus observés annuellement doivent donc être considérés comme des taux minimum. Ces taux sont plus de 10 fois supérieurs à celui estimé dans la population générale [1].

La tendance est à la diminution du taux de séropositifs connus, alors que le nombre de malades du sida est lui en augmentation. L'enquête jour donné ayant été réalisée chaque année dans des conditions similaires, les chiffres peuvent donc, à priori, être comparés au cours du temps. Toutefois, il peut exister de nombreux biais amenant les détenus à se faire connaître ou non des équipes médicales, ou à se faire ou non dépister. Il convient donc d'être prudent dans l'analyse des résultats. En ce qui concerne le dépistage par exemple, ce n'est qu'à partir de 1990 que les propositions de dépistage ont été systématisées (ce qui ne veut pas dire obligatoire) dans les établissements pénitentiaires. Il semble donc plus prudent d'analyser les tendances sur la période 1990-1994 que 1988-1994. Les données sur les

malades au stade sida sont probablement proches de la réalité. En effet, ces patients, compte tenu de leur stade avancé dans la maladie sont, le plus souvent, connus des services médicaux des établissements pénitentiaires.

La même tendance observée chez les patients atteints de sida est observée dans l'enquête du S.E.S.I. en milieu hospitalier, réalisée selon la même méthodologie [2]. Enfin, l'analyse des taux doit aussi tenir compte de possibles modifications structurelles de la population incarcérée qui déjà varie en nombre d'une année sur l'autre.

Cette étude de charge en soins ne permet pas de connaître le mode de contamination des détenus atteints par le V.I.H. Toutefois plusieurs études ont montré que les détenus atteints par le V.I.H. s'étaient contaminés majoritairement par toxicomanie [3], [4]. La diminution des taux observés pourrait suggérer un ralentissement de nouvelles contaminations chez les usagers de drogue intraveineuse évoquées dans plusieurs études [5], [6].

CONCLUSIONS

Cette étude est un des indicateurs de la charge en soins des établissements pénitentiaires en matière de V.I.H. Elle permet indirectement d'avoir des informations d'ordre épidémiologique sur une population très touchée par le V.I.H. L'analyse des résultats doit rester très prudente et être confrontée à d'autres sources de données.

BIBLIOGRAPHIE

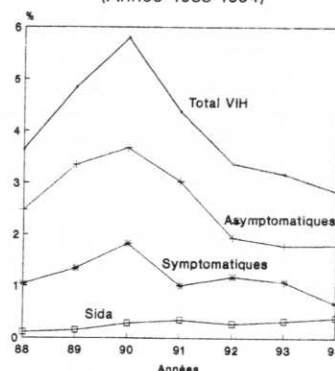
- [1] DOWNS A., DEUFFIC S., LE PONT F., NADAL J.-M. - **Modélisation de l'épidémie.** - Prospective Sida 2010. - Janvier 1995, ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville.
- [2] WCISLO M., THELOT B. - **L'hôpital face à l'infection V.I.H.** - Enquête jour donné du 8 juin 1994 et évolution. - Documents statistiques n° 218, janvier 1995.
- [3] ESPINOZA P. - **L'ombre du second choc sida.** - *Revue française des affaires sociales*, hors série «Les années sida», octobre 1990.
- [4] ROTILY M., TOUBIANA P., VERNAY-VAISSE et coll. - **Le V.I.H. en milieu carcéral. Une enquête en région Provence - Alpes - Côte d'Azur.** - *B.E.H.* n° 24/1994.
- [5] ANTOINE D., BOURDILLON F., PILLONEL J. - **Les toxicomanes et l'infection par le V.I.H.** - *Solidarité Santé* n° 3/1994.
- [6] **Évolution de l'épidémie à V.I.H. en France dans la population hétérosexuelle.** - Rapport au ministre délégué à la Santé, décembre 1994.

Tableau 1. - Résultats de l'enquête réalisée un jour donné dans les établissements pénitentiaires sur l'infection par le V.I.H. de 1988 à 1994

Année	Forme symptomatique	Forme asymptomatique	Stade sida	Total V.I.H.	Population pénale	Prévalence V.I.H. %
1988	1 300	545	61	1 906	52 384	3,64
1989	1 623	651	74	2 348	48 480	4,84
1990	1 774	883	137	2 794	48 166	5,80
1991	1 584	523	176	2 283	52 220	4,37
1992	1 059	642	148	1 849	54 811	3,37
1993	934	565	169	1 668	52 544	3,17
1994	1 026	373	221	1 620	57 275	2,80

Source D.A.P.-D.H.

Figure 1. - Taux de détenus atteints par le V.I.H. connus des services médicaux (Année 1988-1994)



Source D.A.P.-D.H.

(1) Les directions régionales de l'administration pénitentiaire ne sont pas directement superposables aux régions françaises.

RÉGIONS	DÉPARTEMENTS	POPULATION EN 1990	Typho./Paratypho.	SIDA	Méningite à méningocoques	Brucellose	Tétanos	Tuberculose	T.I.A.C.	Botulisme	Légionellose	Polio myélite	RÉGIONS	DÉPARTEMENTS	POPULATION EN 1990	Typho./Paratypho.	SIDA	Méningite à méningocoques	Brucellose	Tétanos	Tuberculose	T.I.A.C.	Botulisme	Légionellose	Polio myélite
ALSACE	67 Rhin (Bas-)	953 053		2				3					LIMOUSIN	19 Corrèze	237 908						5				
	68 Rhin (Haut-)	671 319	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	///		23 Creuse	131 349				1						
	Total	1 624 372		2				3						87 Vienne (Haute-)	353 593										
												Total		722 850				1		5					
AQUITAINE	24 Dordogne	386 365											LORRAINE	54 Meurthe-et-Mos.	711 822										
	33 Gironde	1 213 499		4				3						55 Meuse	196 344										
	40 Landes	311 461						2						57 Moselle	1 011 302		1				6				
	47 Lot-et-Garonne	305 989	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	///		88 Vosges	386 258		1								
	64 Pyrénées-Atlant.	578 516						3						Total	2 305 726		2				6				
	Total	2 795 830		4				8																	
AUVERGNE	03 Allier	357 710											MIDI-PYRÉNÉES	09 Ariège	136 455										
	15 Cantal	158 723						1						12 Aveyron	270 141										
	43 Loire (Haute-)	206 568	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	///		31 Garonne (Hte-)	925 962	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	
	63 Puy-de-Dôme	598 213												32 Gers	174 587										
	Total	1 321 214						1						46 Lot	155 816	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	
BOURGOGNE	21 Côte-d'Or	493 866	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	///		65 Pyrénées (Htes-)	224 759										
	58 Nièvre	233 278												81 Tarn	342 723										
	71 Saône-et-Loire	559 413	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	///		82 Tarn-et-Gar.	200 220										
	89 Yonne	323 096												Total	2 430 663										
	Total	1 609 653																							
BRETAGNE	22 Côtes-d'Armor	538 395						1					NORD-PAS-DE-CALAIS	59 Nord	2 531 855	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	
	29 Finistère	838 687		1	1			6	1					62 Pas-de-Calais	1 433 203										
	35 Ille-et-Vilaine	798 718		1				5					NORMANDIE (BASSE-)	Total	3 955 058										
	56 Morbihan	619 838		2				2						14 Calvados	618 478						2	2			
	Total	2 795 638		4	1			14	1					50 Manche	479 636			1							
CENTRE	18 Cher	321 559						2					NORMANDIE (HAUTE-)	61 Orne	293 204	1					1				
	28 Eure-et-Loir	396 073	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	///		Total	1 391 318	1		1			3	2			
	36 Indre	237 510		1				2						27 Eure	513 818							3			
	37 Indre-et-Loire	529 345						1					76 Seine-Maritime	1 223 429		1				5					
		Total	2 371 036		6				10					Total	1 737 247		1				8				
CHAMPAGNE-ARDENNE	41 Loir-et-Cher	305 937											PAYS DE LA LOIRE	44 Loire-Atlant.	1 052 183		1				5				
	45 Loiret	580 612		5				5						49 Maine-et-Loire	705 882						1				
		Total	2 371 036		6				10						53 Mayenne	278 037									
	08 Ardennes	296 357						1							72 Sarthe	513 654						1			
	10 Aube	289 207		1											85 Vendée	509 356		2		1			1		
CORSE	51 Marne	558 217						1					PICARDIE	Total	3 059 112		3		1		7	1			
	52 Marne (Haute-)	204 067						2						02 Aisne	537 259										
		Total	1 347 848		1				4					60 Oise	725 603	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	
	2 A Corse-du-Sud	118 174											80 Somme	547 825		1				2					
	2 B Corse (Haute-)	131 563		1				2						Total	1 810 687		1				2				
	Total	249 737		1				2					POITOU-CHARENTES	16 Charente	341 993		1								
FRANCHE-COMTÉ	25 Doubs	484 770													17 Charente-Mar.	527 146		2							
	39 Jura	248 759	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	///			79 Sèvres (Deux-)	345 965	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///
	70 Saône (Haute-)	229 650													86 Vienne	379 977									
	90 Terr. de Belfort	134 097													Total	1 595 081		3							
		Total	1 097 276																						
ÎLE-DE-FRANCE	75 Paris (Ville)	2 152 423		16				28					PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	04 Alpes-Hte-Prov.	130 883	1					1				
	77 Seine-et-Marne	1 078 166						8						05 Alpes (Hautes-)	113 300										
	78 Yvelines	1 307 150		3				4	1					06 Alpes-Marit.	971 829		16				5				
	91 Essonne	1 084 824		2				4	3					13 B.-du-Rhône	1 759 371		1								
	92 Hauts-de-Seine	1 391 658		3				10						83 Var	815 449		5								
	93 Seine-St-Denis	1 381 197		25				26					84 Vaucluse	467 075		4									
	94 Val-de-Marne	1 215 538	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	///	Total	4 257 907	1	26				6					
	95 Val-d'Oise	1 049 598	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	///	RHÔNE-ALPES	01 Ain	471 019					2					
	Total	10 660 554		49				80	4					07 Ardèche	277 581	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	
LANGUEDOC-ROUSSILLON	11 Aude	298 712	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	///		26 Drôme	414 072										
	30 Gard	585 049													38 Isère	1 016 228	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///
	34 Hérault	794 603		2				5							42 Loire	746 288				1		1			
	48 Lozère	72 825	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///	///	69 Rhône	1 508 966	///	///	///	///	Non reçu	///	///	///	///		
	66 Pyrénées-Orient.	363 796		1				3						73 Savoie	348 261						1				
	Total	2 114 985		3				9						74 Savoie (Haute-)	568 286						1				
FRANCE OUTRE-MER	971 Guadeloupe	386 987						2					TOTAL DE LA SEMAINE FRANCE MÉTROPOLITAINE												
	972 Martinique	359 572											FRANCE MÉTROPOLITAINE TOTAL : 56 614 493	24 premières semaines de 1995	90	2 449	173	46	10	3 931	99	6	33		
	973 Guyane	114 678												24 première semaines de 1994	80	2 881	190	110	13	4 612	155	22	25		
	974 Réunion	597 823		1				3																	
	Total	1 459 060		1				5																	